



Pour nos salaires, on ne lâchera pas l'affaire !

La question des salaires, des pensions de retraite, des indemnités de chômage, est d'une actualité brûlante. Les revenus stagnent alors que l'inflation croissante atteint déjà officiellement près de 7 % en France. Et la hausse des prix est en réalité bien plus importante que les chiffres officiels : dans l'alimentation, l'inflation est à deux chiffres (jusqu'à 180 % d'augmentation pour un paquet de spaghetti), sans parler de l'énergie, dont l'essence...

On veut vivre et pas survivre !

« Il nous manque chaque mois au moins un plein et deux caddies », soit 300 euros. Car il est bien difficile de vivre avec moins de 2000 euros pour boucler correctement nos fins de mois. Pourtant le Smic est à 1329 euros nets. Et beaucoup gagnent moins : travailleurEs à temps partiel, retraitéEs, privéEs d'emplois, personnes en situation de handicap... parmi lesquels beaucoup de femmes seules. Ainsi, en France, un des pays les plus riches de la planète, 10 millions de personnes – près de 15 % de la population – sont condamnées à vivre sous le seuil de pauvreté (940 euros par mois).

Cela ne peut plus durer ! Il faut imposer :

- * une augmentation générale de 300 euros nets par mois pour touTEs ;
- * un revenu minimum à 1800 euros nets ;
- * l'indexation des salaires sur les prix des produits de première nécessité, car quand les prix augmentent, l'ensemble de nos revenus doit suivre.

De l'argent il y en a, dans les caisses du patronat

C'est dans le milieu du patronat et des actionnaires que se recrutent les grandes fortunes de ce pays : Arnault, Wertheimer, Hermès, Bettencourt, Saadé, Dassault, Pinault, Mulliez, Besnier, Bolloré et tant d'autres... Non seulement dans le luxe, les armes, la logistique, les médias ou l'agro-alimentaire, mais aussi dans l'automobile ou l'énergie.

Des fortunes de dizaines de milliards ont été accumulées sur notre dos, car il s'agit des profits tirés de l'exploitation capitaliste. Et si une entreprise a incarné l'accumulation indécente de « superprofits », c'est bien TotalEnergies et ses 18,8 milliards d'euros de profits au premier semestre 2022, ses 2,62 milliards de dividendes exceptionnels cet automne avec, cerise sur le gâteau, l'augmentation de 52% de son PDG Patrick Pouyanné. Cela dans un contexte où les prix des carburants ont augmenté de 20 % depuis janvier 2020...

Retraite à 65 ans, Macron veut aller très vite... N'attendons plus pour lancer la contre-offensive !

Ne pas laisser passer ces nouvelles attaques contre nos retraites est un enjeu majeur pour notre camp social, comme cela l'a été en 1995, en 2003, en 2010, en 2019-2020. La dernière fois, contre la retraite à points, on a gagné, ce projet n'est pas passé et d'ailleurs Macron n'y revient pas.

C'est le mouvement de grève prolongé lancé par les salariéEs de la RATP et la SNCF et les efforts d'autres salariéEs pour le généraliser à l'ensemble du monde du travail qui a permis cette victoire. Et c'est seulement après que le Covid a permis de confiner la colère sociale.

Alors, c'est le moment de sortir aussi notre calendrier à nous, les salariéEs, les jeunes, les retraitéEs, les privéEs d'emploi. Vite, on ouvre toutes les cases... et partout il y a écrit « toutes et tous ensemble » et « grève générale » !

Pour la retraite à 60 ans max, avec 37,5 annuités de cotisation, avec une pension équivalente à 75% du dernier salaire pour toutes et tous et indexée sur l'inflation... c'est le minimum pour nos vieux jours !

Que Macron et le CAC 40 se le disent ! Contre le choix de faire travailler plus longtemps les pauvres, il y a le choix de faire payer les riches

15
DÉC
ORLÉANS

MOBILISATION AU CA DE L'AGENCE DE L'EAU

METTONS UN TERME AU FINANCEMENT DES MÉGA-BASSINES

Pour financer leurs méga-bassines, les agro-industriels ont besoin de pomper dans les caisses publiques.

De nouveau, la FNSEA & compagnie tentent de financer leurs grands projets inutiles et destructeurs avec notre argent.

Pour les seules bassines du Poitou, ils réclament à L'Agence de l'eau Loire-Bretagne une aide publique de plus de 50%, soit une facture cumulée de plusieurs dizaines de millions d'euros pour l'ensemble des projets de bassines.

C'est finalement la totalité des habitantes et habitants du bassin Loire-Bretagne qui est mise à contribution par le biais des factures d'eau

Sans ces financements publics, pas de méga-bassines !

La construction de leurs cratères bâchés, l'installation de leurs systèmes de pompage tentaculaire, le maintien de leur modèle agricole intensif, représentent, en effet, des investissements colossaux que les accapareurs seuls pourraient difficilement assumer.

Surtout que la facture s'alourdit avec la hausse des prix des matériaux, des intrants chimiques, des frais de bunkérisation des chantiers et des bassines existantes pour faire face à un mouvement croissant d'opposition populaire. Une facture qui pourrait exploser en cas d'entêtement du gouvernement ou de généralisation de ces réserves.

Dans les prochaines semaines, l'Agence de l'eau Loire-Bretagne doit se positionner sur le financement des méga-bassines en projet dans le Poitou.

Son conseil d'administration doit délibérer
- d'une part, sur le financement des 30 méga-bassines en projet dans la Vienne suite à la validation en force du préfet macroniste, quelques jours seulement après la manifestation de Sainte-Soline.
- d'autre part, sur une demande de rallongement budgétaire pour les bassines des Deux-Sèvres.

Les élus du CA de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne autoriseront-ils le financement de ces projets d'accaparement de l'eau pour une poignée d'exploitations alors que les inégalités sociales s'aggravent, notamment dans le

monde agricole, et que les effets du réchauffement climatique sont désormais flagrants ?

Autoriseront-ils le financement de ces réserves alors que les bénéficiaires n'ont nullement l'intention de diminuer leur consommation en eau, de restaurer significativement les milieux aquatiques qu'ils ont détruits, de produire une alimentation de qualité pour leurs concitoyens.nes ?

Autoriseront-ils le financement de contrats territoriaux relatifs à ces projets qui ne font l'objet d'aucun consensus local, voire d'une opposition institutionnelle, scientifique, paysanne et citoyenne grandissante ?

L'avenir du dialogue démocratique autour du partage et de la qualité de l'eau dépend de la responsabilité des élus de l'Agence de l'eau à refuser le financement de ces projets.

Pour nous faire entendre et interroger les élus.es et les habitants.es du bassin Loire- Bretagne sur ces enjeux,

Nous, collectifs citoyens Bassines Non Merci appelons à manifester devant le siège de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne le 15 décembre prochain, à 11h, date et heure à laquelle le CA sera réuni en plénière.

Au programme de la manifestation :

Prises de parole

Banquet avec des spécialités locales amenées par chaque territoire menacé par les projets de bassines. et « Grand jeu pédagogique » sur les espèces protégées menacées par la dégradation des sols et cours d'eau.

No Bassaran

**RASSEMBLEMENT
DEVANT L'AGENCE DE L'EAU
LOIRE BRETAGNE**



11 H

15 DEC ORLÉANS 9 AVENUE BUFFON